

Flash Infos n°25-04 21 octobre 2025

www.snapseducation.fr



Madame la Ministre, laissez-vous saborder notre ministère ?



Plusieurs évènements concomitants alertent et interrogent le SNAPS

>> Au printemps dernier, un projet de décret visait à transformer et dénaturer l'action des CTS.

>> Le rapport de l'Inspection Générale de l'Education du Sport et de la Recherche (IGESR) « Adéquation missions/compétences » de janvier 2025, qui préconise la destruction des métiers de Jeunesse et Sports, semblait avoir été enterré.

Nous découvrons qu'il est de nouveau d'actualité, préconisant notamment des mesures inacceptables qui proposent de profondes modifications statutaires, la fusion des corps de PS et de CEPJ, la suppression du concours de CTPS, l'abrogation explicite de l'instruction 93-063JS du 23 mars 1993, la remise en cause des rendez-vous de carrière des PTP, ...

>> Les préfets, dont les pouvoirs ont été renforcés cet été par Matignon, tentent depuis plusieurs mois, de récupérer les services Jeunesse et Sports, car ils croient qu'avec la fin du Service National Universel, nos services ne doivent plus servir qu'à faire du contrôle, alors que nos missions ne peuvent être que techniques et pédagogiques. (Art. 3 du décret 85-720).

>> Cette volonté est d'ailleurs clairement inscrite dans la lettre de mission adressée par le premier ministre à l'IGESR pour « se pencher sur les conditions de retour au droit commun de l'administration territoriale de l'Etat avec le repositionnement des DRAJES et des SDJES dans la chaîne hiérarchique du ministre chargé des sports et de la jeunesse, et au plan territorial sous l'autorité des préfets. ».

>> De plus le projet de budget 2026 prévoit la suppression de 26 postes de CTS cumulés aux 18,5% de crédits en moins en 2026. Ainsi Jeunesse et Sports subirait la 2ème plus forte baisse de tous les ministères.

Dans l'ombre, quelques hauts fonctionnaires se déchaînent. Ils avancent leurs pions pour en finir avec nos missions éducatives et de développement. Ils veulent restreindre notre ministère à des missions de contrôles et de régulation. En fait, ils méprisent nos métiers,



**Nos missions techniques et pédagogiques sont
essentielles à l'existence d'un ministère d'intervention :
défendons-les !**

nos missions, nos corps, nos compétences techniques et pédagogiques. Ils voudraient une administration Jeunesse et Sports uniquement juridico-administrative. Ils ne portent plus d'ambition pour Jeunesse et Sports. Leur maintien aux postes clés menace l'avenir de nos métiers et de notre ministère.

Madame la Ministre, le SNAPS vous demande de clarifier votre position quant aux différents points soulevés ci avant. Vous ne pouvez laisser notre ministère être ainsi dévoyé et menacé. Vos agents attendent votre réponse et de connaître votre ambition pour l'avenir de notre périmètre ministériel.



**Nos missions techniques et pédagogiques sont
essentielles à l'existence d'un ministère d'intervention :
défendons-les !**